

Journal pour la revolution et contre trop de choses pour en faire la liste ici

LE SEUM

Num 11
Hiver
Printemps
2024

*(Argot) de l'arabe venin. Sentiment de colère, de frustration et de dégoût

Allumer le feu, allumer le feu...



BRÈVES...

Ca bouge chez les agriculteurs

On a pas eu le temps d'y revenir en détail vu qu'on est dans le bouclage du numéro. Mais on suit la révolte des agriculteurs avec attention. Qu'en sortira-t-il? Une telle lutte peut elle s'élargir? Et vers quoi? Bien sûr, les divers encadrements et récup' qui s'agitent nous débectent. Et c'est un secteur divisé, dirigé par les gros patrons, marqué par le corporatisme. Mais y a aussi, parmi ceux qui bougent, des gens qui n'ont pas grand chose à perdre, ce qui nous rapproche. À voir...

Panique Canine en Ariège

Devant la recrudescence de l'insécurité à Saint giron (l'une des deux sous-préfectures d'Ariège), les troupes de la gendarmerie ont contrôlé les punk et embarqué les chiens qui n'étaient pas en règle. Pendant ce temps à Foix (préfecture d'Ariège), un festival était interdit aux chiens. Notre correspondant sur place nous rapporte cette scène : Je me promenais tranquillement dans le festival quand je croise un lévrier en laisse. Me sentant l'âme d'un vrai reporter de terrain, je me mets en quête d'explications. Un vigile non loin de là m'avoue alors à demi mots que la règle des chiens s'appliquait davantage au maître qu'à son animal. Et que ce maître-là paraissait propre et bien dressé ... Le punk et son chien, l'ennemi public n°1 du 09 dorénavant ? Mais gare à la revanche quand tout les punk s'y mettront!

Pendant ce temps, en Birmanie...

Plusieurs guérillas historiques se sont réunies et progressent contre le pouvoir central. Elles ont bénéficiés du renfort de nombres d'insurgés, suite à la répression du soulèvement dans ce pays, par la junte militaire au pouvoir. La situation s'accélère... on en reparlera peut-être bientôt!

Si l'écologie sans lutte de classe c'est du jardinage, alors bienvenus à jardiland !

A Poitiers, la mairie écolo coupe l'éclairage public tous les soirs. Un grand coup porté au naufrage écologique précipité par le capitalisme. Mais après les émeutes de juin, la municipalité a décidé finalement de maintenir l'éclairage toute la nuit par prévention. Le "sauvetage écologique" s'arrête donc à la défense de l'État et de la propriété privée. Europe Écologie les Verts, ou les jardiniers capitalistes en temps de crises.



DANS LES BOITES AUX LETTRES
LES SALLES D'ATTENTES
LES RAMES DE MÉTRO
SUR LES MARCHÉS
LES LAVERIES
**PARTOUT
IMPRIMONS
DIFFUSONS
LE SEUM**

SEUM@RISEUP.NET

SEUMREVOLUTION.NOBLOGS.ORG

.....
Y A AUSSI UN INSTAGRAM ET UN FACEBOOK DU SEUM... MAIS N'Y ALLEZ PAS C'EST BIEN MIEUX LE PAPIER, SINON LES ARBRES SERONT MORTS POUR RIEN !

L'Édito du SEUM

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le déluge de bombes et de balles continue sur Gaza. Nous y consacrons un dossier dans ce numéro du Seum. Ce qui se joue là bas a une portée mondiale. Nous assistons à un massacre, une décimation, un génocide. Et les jours passent. Et cela continue.

S'il y a quelque chose à souligner dans ce déferlement de violence étatique aveugle, c'est qu'il est emblématique de la période. Du déferlement d'une guerre mondiale nouvelle, nourrie de conflits sans fin ni limites. Nous, prolétaires sommes une foule mondiale qu'on exploite, gère, contrôle et même bombarde via des algorithmes.

Les États eux, sont insensibles aux scandales et aux indignations. Tout au plus certains de leurs employés ou dirigeants démissionnent.

Voilà un fait à ne jamais perdre de vue : aucun sentiment humain ne s'applique aux États. S'ils s'appuient sur des emballements idéologiques délirants, ils n'obéissent au fond qu'à des calculs gestionnaires. Les politiques qu'ils pratiquent, répondent à des données qu'on pourrait réduire à des programmes informatiques et de plus en plus c'est ce qu'il se passe.

Si les États anticipent avoir plus à gagner pour eux et pour les capitalistes

qu'ils représentent, à mener une politique qu'une autre, ils la mèneront, sans aucune autre considération que le maintien de l'ordre social du capital.

Il n'est ici question que de force. Tout le reste, le droit, la loi... ne sont que des blablas, des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient, comme disait un prédécesseur de Darmanin. Et voilà peut-être la raison qui nous dépite devant le retour des manifs de la gauche, que ce soit sur la question palestinienne ou contre la loi immigration. On en a soupiré des promenades pour que dalle, qui ne servent qu'à crier notre impuissance sans même la dissimuler sous le nombre. Les manifs-processions, les États s'en foutent, on est tous au courant.

Rhalala encore un foutu éditto bien plombant, pensez vous. Ce numéro tout entier est marqué par ce seum, on vous prévient. Mais autre chose aussi est là : on est content de boucler ce numéro et d'aller le diffuser dans la rue et même aussi, bah ouais, dans des manifs, qui vont peut-être partir plus loin qu'on ne l'imagine. Et merde disons le : ça fait plaisir de vous retrouver. La lutte continue.

DOSSIER : APRÈS NAHEL...

RÉPRESSION : VOUS AVEZ UN NOUVEAU MESSAGE

Nous terminions le dernier Edito du Seum de l'été dernier par cette phrase: *"Peut être n'est-ce qu'une question de mois avant la prochaine vague..."*.

Enfin, c'était une question de semaines. Après le meurtre de Nahel par la police, une offensive d'une intensité remarquable a attaqué les institutions de l'Etat, la police, la justice et a organisé pillages et redistributions.

Pourtant, cette nouvelle offensive, que beaucoup attendaient après la défaite des Gilets Jaunes, n'a pas été rejointe, et les émeutiers sont restés isolés face à l'Etat, qui en a profité pour faire une démonstration de rétablissement de l'ordre en engageant notamment les forces spéciales et en assumant, cette fois, de tirer pour tuer. Bilan : deux morts, dont au moins un tué directement par la police, énormément de blessés et d'emprisonnés.

Face à la réponse sociale suite à un meurtre par la police, l'Etat répond par la surenchère meurtrière.

Nous en prenons acte. À bien y regarder, on repère une évolution dans le discours répressif et les moyens mis en oeuvre, qui va du mouvement des Gilets Jaunes jusqu'à ces émeutes. Face au mouvement des Gilets Jaunes, très populaires dans un premier temps, et assez rejoint, l'Etat a d'abord été surpris. Il a ensuite répondu en augmentant le niveau de violence de la répression afin d'assommer le mouvement. Face à une autonomie assumée par le mouvement et l'absence d'encadrement syndical pour jouer la médiation et l'apaisement, l'Etat a fait le dos rond avec pour objectif de casser le mouvement via les mutilations, les blessés par centaines, les arrestations massives. Mais cela s'accompagnait d'un discours disant vouloir éviter les morts.

Après trois ans sous le signe du confinement, des attestations de déplacements, etc., le spectacle de la contestation syndicale contre la réforme des retraites a été l'occasion pour les syndicats de rejouer leur rôle d'encadrement, de mise en spectacle de l'innofensivité, de la légalité, et de la défaite. Mais du côté du pouvoir, le message est clair : estimez vous déjà contents qu'on ne vous tapent pas dessus. Vous avez le droit de défiler dans la rue si vous ne représentez aucune menace, mais on ne vous lâchera rien.

Ainsi, malgré une mobilisation très importante par des syndicats unis, la stratégie de quémander gentiment ne marche toujours pas. Même si on est des millions. Afin de déplier son discours répressif consistant à énoncer les manifestations syndicales déclarées comme un droit à ne pas se faire massacrer, et pas plus, le gouvernement a focalisé la répression sur "l'Ultra-gauche". Le discours visait en réalité à s'attaquer à toute velléité de dépassement de cette situation sans perceptive et à toute visée révolutionnaire. Signe qu'ils ont bien compris que la proposition était sur la table et qu'il fallait la combattre.

La violence s'est donc concentré sur "les éléments les plus radicaux", violence qui a culminé dans la bataille de Sainte-Soline, où bon nombre de ces ra-



dicaux s'étaient rendu pour un face à face avec la police. L'État a alors assumé que, pour ces enragés, la violence n'aurait pas de limite. Et ce fut le cas. S'il n'y a pas eu de mort, cela ne tient certainement pas à la retenue de l'État, mais à la force de nos camarades, à l'entraide sur place, et à la chance, surtout. Message : nous sommes prêt à tuer.

Quelques semaines plus tard survenait le meurtre de Nahel. L'intensité émeutière en réponse se devait de frapper plus fort que les Gilets Jaunes pour être pris au sérieux.

Mais pour aller encore au-delà, pour envisager la victoire sur l'État, nous devons aller encore plus loin. Et cela, l'État le sait aussi. Il sait que les mouvements à venir auront cela en tête. Face à cette première offensive réelle post Gilets-Jaunes, il a donc frappé très fort. Il a envoyé les forces spéciales (en plus de l'équivalent de la moitié des effectifs de policiers mobilisés pendant les GJ).

Et cette fois le message n'est plus un avertissement : Nous assumons avoir tué.

L'isolement du mouvement a permis de reconduire le discours initié précédemment : nous tuons les enragés, pas les citoyens qui se tiennent tranquilles. Donc tenez-vous tranquille ! La violence est ciblée, le message s'adresse à tous.

On aurait donc tort de ne voir dans cette séquence qu'une évolution linéaire du maintien de l'ordre vers plus de brutalité. On assiste à un discours visant à briser l'unité dans la lutte qui s'était manifestée en intention dans les GJ (sans se réaliser pleinement), mais qui a fait peur au gouvernement. Ce discours vise à nous diviser par la peur : tenez vous tranquille où vous serez violemment réprimé. L'État tente ainsi de restaurer la division dans la lutte entre contestation citoyenne et offensive révolutionnaire, violence et non violence, légalité et illégalité, etc. Bref, le vieux monde. Mais quand ce vieux monde se manifeste à lui, il ne lui donne rien sinon le droit (relatif, et jusqu'à quand ?) de ne pas se faire éclater. Personne n'est donc dupe de ce double discours.

Cette tentative de restaurer les vieilles séparations du mouvement social s'appuie sur la division de notre classe, démontrée par l'isolement dans lequel a été laissé le mouvement de réponse au meurtre de Nahel. Nous y reviendrons dans les pages suivantes. C'est de notre unité dans la lutte que naîtra notre capacité à briser cette enlèvement, par la synchronisation de nos offensives, l'attaque générale et la révolution. C'est de cela que se défend l'État, dont il a peur. Et il a bien raison.

DOSSIER : APRÈS NAHEL...

POURQUOI N'Y A-T-IL PAS EU DE CONTAGION ?

Face à l'ampleur et l'intensité de l'offensive suite au meurtre de Nahel, une question nous taraude : pourquoi n'y a-t-il pas eu de contagion ?

Pourquoi cette offensive ne s'est-elle pas étendue aux autres espaces et est restée principalement circonscrite aux quartiers ? Car malgré des tentatives de jonction, l'extension de la lutte fut un échec ! À Toulouse, par exemple, ce fut flagrant : mis à part des tags de solidarité qui ont émaillé les murs et une manif avec peu de personnes dans le centre de la ville, rapidement défoncée par les flics, presque rien d'autre ne s'est passé.

Nous pouvons avancer quelques pistes. Déjà, l'État a pris très vite la mesure de l'importance de la révolte ! Il a en effet déployé massivement ses troupes ainsi qu'envoyé «l'élite» de ses unités de répression. L'objectif était clair, défoncer physiquement les émeutiers et expédier le plus de gens possible se faire bouffer par la machine judiciaire. Il a aussi œuvré à isoler la lutte afin qu'elle ne se répande pas, en coupant dès le début de soirée les transports en commun ainsi qu'en s'appuyant sur la construction médiatique d'une figure déshumanisée de l'insurgé des quartiers. Tout ceci fut hélas efficace et eut donc pour conséquence de casser et écourter la dynamique qui n'eut pas le temps de s'agréger aux autres colères.

Défaire la réponse brutale de l'État, qui cherchait à isoler les émeutiers, ne pouvait que passer par l'extension de l'offensive au-delà des zones déjà concer-

nées par les affrontements et par le ralliement de nombreux autres prolétaires à la lutte.

Mais les différences entres exploités ont eu l'air indépassables... Différences appuyées par des décennies de ghettoïsation et de stigmatisations aux accents racistes de la main d'oeuvre des métropoles, massées dans les banlieues où la police harcèle et tue régulièrement. Force est de constater que la division de notre classe, organisée par le pouvoir, est effective, et une solidarité en actes qui aurait été salutaire, n'est pas venue.

Peut-être aussi que la nécessité, du côté des émeutiers, de placer un niveau d'offensivité fort d'emblée afin de marquer le refus de l'impunité qu'à la police de tuer quiconque croise son chemin, couplé à une réponse très violente et rapide de l'État, a tout simplement fait peur à beaucoup de gens.

La lutte est restées isolée et n'a pas eu le temps de devenir un mouvement qui puisse s'élargir. Mais au-delà de cette peur, ce fut bien dommage de ne pas réussir à dépasser ces divisions, qui sont avant tout spatiales. Car on se tape les mêmes tafs de merde, qu'on loge dans le périurbain, en campagne ou même dans une partie des centres-villes.

Même si les médias ont trouvé bien vendeur de monter les exploités les uns contre les autres, nous voyons tous

nos conditions de vie sans cesse préca-
risées, attaquées. Oui ça démange tout
le monde de piller ces magasins qui
vendent de la merde à prix d'or en ces
temps d'hyperinflation et de défoncer
ces keufs qui n'hésitent pas à mutiler ou
tuer pour défendre leur monde de mort.

La prochaine fois, multiplions les
lieux, les moments et les pratiques d'at-
taques et de blocages !

Décloisonnons et étendons la lutte,
nous sommes tous dans le même bateau
de ceux qui n'ont rien à gagner dans ce
système, allons les uns vers les autres,
soyons solidaires et offensifs ! Afin de ne
pas être là où l'Etat nous attend et veut
nous fixer. Alors peut-être que la pro-
chaine fois sera la bonne ...

POUR DES JEUX OLYMPIQUES DE LA LUTTE DE CLASSE !



DOSSIER : APRÈS NAHEL... ET OÙ EN EST LA FRANCE?

Jeudi 6 décembre 2018. Un flic ravi de son petit pouvoir de merde, filme la centaine de lycéens que lui et ses collègues forcent à se tenir à genoux, mains sur la tête, à Mantes la jolie. « Voilà une classe qui se tient sage » s'écrie-t-il. Ces images font le tour des réseaux. Elles illustrent la forte augmentation de la répression par laquelle l'État a répondu au risque d'extension du mouvement GJ, durant cette semaine cruciale entre les manifestations du 1er et 8 décembre. Ici s'est figé le niveau de la lutte de classe en France dans le cycle ouvert en 2016/2018...jusqu'à cette année.

Une stratégie du choc, à coup de grenades offensives, de flashballs, dans un tapis de gaz, que le pouvoir a réédité, face au mouvement contre la réforme des retraites et à Sainte-Soline. Cette nouvelle doctrine de maintien de l'ordre frappe les corps pour marquer les esprits et surenchérir le conflit au-delà de la capacité et de la volonté de réponse de la foule.

Lors du mouvement de révolte qui a suivi le meurtre de Nahel, la menace de cet engrenage répressif est dans toutes les têtes. C'est en toute connaissance des conséquences, face à un État qui a démontré qu'il ne respectait rien, sinon la force, que ce mouvement s'est levé.

Et notons la retenue dans l'embrasement. Les feux d'artifices, ça pétarde mais ne tue pas, à l'inverse du Sieg Sauer. Quelques coups de grenaille. Le sang versé fut le fait de la police. Puis les émeutiers ont frappé, eux, des objets, des infrastructures, des choses. Et c'est encore avec mesure qu'ils répliquèrent lorsque ces mêmes flics ont défendus les marchandises au mépris de vies.

Si les armes ne sont pas sorties, ou si peu, dans ces quelques jours d'affrontement, c'est certes car ceux qui les possèdent et qui sont souvent des possédants

– dealers, etc, ont jugé utile de limiter l'affrontement à l'artifice. Mais aussi car l'intelligence collective des prolétaires a décidé que le moment n'était pas le bon. Que le risque d'isolement était trop fort. C'est en dépit de ces configurations défavorables qu'ont eu lieu ces émeutes, dans un acte défensif : marquer une ligne, un seuil à la violence des flics.

L'offensive vient d'en face.

Des fractions minoritaires de la bourgeoisie, sur lesquelles s'adosent une partie de l'appareil répressif, soudés par une idéologie raciste et impériale, rêvent de guerre civile. Leur candidat « naturel » E.Zemmour, a réuni dans les quartiers riches des grandes villes des scores à la hauteur de la peur qui a saisi ces possédants lors du soulèvement des Gilets Jaunes. Ils sont une minorité mais ont l'oreille de tous les politiques.

Si ce programme de guerre civile enflamme certains excités, il existe aussi pour nous contraindre sous sa menace, alors même que depuis quelques années, l'intensification de la lutte de classe est flagrante.

Depuis 2016 la France a connu plusieurs vagues de mouvements et soulèvements.

Nous vivons un cycle de lutte qui s'accélère. En 2023, nous avons connu deux épisodes majeurs. Cependant notre classe reste prisonnière de divisions historiques et spatiales, c'est-à-dire à la fois liées à l'histoire des luttes et de la formation du capitalisme et de l'État en France, et qui se déclinent aussi dans l'espace, entre les grands ensembles à la périphérie des villes, les zones péri-urbaines et les centres-villes. Pour autant, aujourd'hui, ces fractions se rapprochent dans une communauté de destin, celle d'un appauvrissement général, dont nous commençons à peine à prendre conscience.

Le capitalisme français change de cours.

Son emprise impérialiste est en berne en Afrique, son régime en crise politique permanente. La France reste productrice de luxe, d'armes, d'avions, mais sans perspective de croissance et avec une baisse de la productivité, compensée par encore plus de contraintes au travail et par une baisse des salaires réels. Nous sommes pris en tenaille entre des emplois mal payés et des prix en augmentation.

La promesse d'une société à haut niveau de diplômes et de revenus avec une fraction « d'exclus » réduite, est morte. Elle a tenu bien plus longtemps que la réalité qui lui a servi de support. Oui les années qui suivent la seconde guerre mondiale ont vu une part importante de la classe des exploités connaître une augmentation de leurs niveaux de vies mais cela se termine aux alentours de 1978.

Les mouvements des banlieues des années 80, comme la marche pour l'éga-

lité, s'inscrivaient encore dans le schéma classique du mouvement social demandant à l'État d'être pris en compte... et ont été récupérés et vidés de leur substance par la gauche. Précédé par plusieurs explosions localisées, le soulèvement de 2005 marque une rupture par sa généralisation. Mais à ce moment là les banlieues ouvrières sont seules.

Car dans le même temps, une partie du prolétariat de France – qui forme la base électorale de la gauche, tient la défensive, dans un cycle de mouvements de grèves durs, structurés autour de bastions. Nous sommes dans les années 90-2000. La massification de l'université voit les enfants des prolétaires « installés » atteindre la fac, perspective – en définitive mensongère – d'élévation sociale. À l'université, on rejoue mai 68, bercés de l'illusion de l'étatisme. L'idéologie démocrate-radical, alimente les derniers feux des mouvements syndicaux de fonctionnaires – aujourd'hui c'est cette génération, celle du mouvement contre le CPE de 2006, qui dirige la CGT comme Solidaires.



Puis les années ont passé. Nos conditions ont continué à se dégrader.

Les mouvements sociaux ont montré leur nature de spectacle de contestation dans les clous... et les gilets jaunes sont arrivés, à la fois irruption d'une nouvelle frange du prolétariat et signe de l'ouverture d'un cycle de lutte à l'échelle de la France comme à celle du monde.

Les fractions bourgeoises enragées s'écrient : assumons la guerre de classe.

Ils convoquent volontiers Napoléon, sans savoir duquel ils parlent, mais surtout, ils rêvent d'empire.

Logique, c'était un temps de forte dette d'état payé à taux d'intérêts bien gras, un temps de spéculation immobilière hausmannienne, un temps de guerre et de conquête coloniale. Un temps qui a fini par la Commune, mais n'anticipons pas.

La morale dominante, celle des classes dominantes, hait les pauvres, trop nombreux, trop dangereux. Pour ces bourgeois et leurs police, les prolétaires, à commencer par les ouvriers d'origine étrangère, sont des « nuisibles ». Cette idéologie raciste a toujours eu un intérêt pour la classe dominante : fournir un récit à même de nous diviser, de scinder notre classe entre les « nationaux » et les autres. Elle s'articule avec l'étiquette infamante de « cassos assistés » pour creuser au sein des exploités des fossés de honte et de mépris ...

Et maintenant ?

Par certains aspects, la situation en France aujourd'hui rappelle celle de la



Grâce du début des années 2000, marquée par des violents soulèvements contre la police, et par des explosions sociales s'opposant aux réformes structurelles.

Là-bas aussi, les fascistes étaient alors apparus sur le devant de la scène. Et ici aussi, la gauche tente de nous vendre la paix sociale... c'est à dire comme Syriza là bas, nous vend l'espoir frelaté que les placer aux affaires résoudre les problèmes, là où ils n'étaleront que leur impuissance et leur lâcheté.

L'accélération d'épisodes de soulèvements, de combats de rue, de grèves de masse et de blocages, annonce peut être leur synchronisation, le dépassement de cette division historique qui nous désarme et nous paralyse.

La rupture que constituerait un moment où nous frapperons ensemble et partout, emporterait toutes les digues du monde capitaliste.

LUTTES, ASTUCES ET SABOTAGES

Vous avez une astuce, une histoire à partager ? Des pratiques de sabotages, de résistances, ou des petites anecdotes que vous avez envie de diffuser ? Des histoires de luttes, de grèves, qui mettent un peu de baume au cœur ? Envoyez-nous vos récits par mail, (seum@riseup.net) nous publierons ceux qui nous plairont... dans un arbitraire total.

Étudiants en BTS agricole, on doit effectuer un stage d'une semaine obligatoire (et non rémunéré bien sûr) dans une petite boutique type coopérative paysanne pour comprendre le cheminement des produits du producteur au consommateur... Lol on fait de la mise en rayon et de la caisse enregistreuse.

Le magos fait aussi resto le midi avec les produits qui sont à deux doigts d'être périmés. Le stagiaire s'attèle donc aussi à la cuisine pour «développer son autonomie alimentaire» : comprendre éplucher les légumes , faire le service et faire la plonge.

La cuistot, le patron et le stagiaire mangent ensemble à la fin du service les restes du plat principal ou les trucs qui vont être périmés mais qui ne sont pas en quantité suffisante pour les trente repas qu'on sert chaque midi. Anticipant mon repas de fin de stage dès le lundi midi, je décide de planquer deux magret qui doivent être périmés le jour de ma fin de stage en les mettant bien derrière dans le rayon. Ensuite je passe ma première journée à regarder comment se conduisent le patron et la cuisinière pour voir ce que je peux sortir pour moi le soir.

Le mardi, je m'occupe de l'arrivée de la tome de brebis. Je teste d'en planquer une que je reviens chercher le soir avec succès. Je pique la même journée 10€ dans la caisse que je fais passer pour une erreur de carte bleue le soir, et qui passe crème.

Content de moi, je réitère mes petites expo-

priations quotidiennes en sortant jusqu'à la fin de mon stage divers yaourts, fruits, fromages, viande... qui me font des repas avec des produits de qualité le soir. Sans doute à tort, je n'ose pas refaire le coup de la caisse de peur d'être trop cramé.

Le vendredi midi, juste avant le service, j'arrive avec mes deux magrets devant la cuisinière en lui disant « regarde ce que j'ai trouvé, ils périment aujourd'hui ». Elle me les prend des mains en rigolant en disant : « bah, ce midi pour nous ce sera magret ! »

Bilan du stage : une petite centaine d'euros de produits fermiers détournés, des bons repas, et la fierté de pas avoir bossé complètement gratuitement. Même si au final ils m'avaient payé au SMIC pour les horaires que j'ai fais.. Ils m'auraient filé 250 balles ces bâtards !



LE SEUM VOUS CONSEILLE #11

FILM

**Suceurs
de sang,
une comédie
marxiste de
vampire
(SUR ARTE)**

«Le capital est du travail mort qui ne s'anime, tel un vampire, qu'en suçant du travail vivant» disait Karl Marx dans le Capital. Julien Radlmaier prend la métaphore au pied de la lettre : dans ce film mi-absurde mi-anachronique, les capitalistes deviennent des vampires dès lors qu'ils ont acquis des actions et les ouvriers meurent « mystérieusement » saignés. Au passage, il en profite pour lancer quelques tirs au stalinisme, au trotskisme, à la bourgeoisie, et au travail. Presque tout est dans le titre, sauf que ça n'est pas vraiment un film de vampire...

RAP

**«Jeudi» de
Hugo TSR**

Qu'on aime ou non le rap, voilà qui parlera aux prolos obligés de vendre leur force de travail pour survivre dans ce monde marchand. Car l'album a un thème : le travail de celui derrière le micro, ici conducteur de train. L'album est court mais il arrive à décliner ce thème si central en une multitude de petites fresques décrivant l'univers du rail et la misère du turbin.

Derrière une certaine mélancolie instrumentale cet adepte de la punchline acerbe nous plonge dans son monde et livre une critique efficace de l'exploitation et de comment le taf pourri les rapports humains : tour à tour il dresse un portrait d'une journée type et morose d'un prolo dans lequel chacun reconnaîtra des éléments de sa vie, expose une critique virulente et sincère du métier de contrôleur qu'il est d'ailleurs amené à cotoyer autrement que comme resquilleur désormais, ce qui ne l'empêche pas de rester lucide sur sa fonction dans ce monde («je paie plus le train mais je déteste quand même les contrôleurs», «y a pas de sous métier ? Bah si !»).

Hugo TSR analyse la composition de ce monde à travers la composition du train et les valises qu'ont les voyageurs. Cet album a une odeur d'enquête ouvrière, espérons qu'il incitera d'autres rappeurs à prendre leur plume pour esquisser à leur tour une description de leur lieu de travail!

DANS LES NUMÉRO PRÉCÉDENTS, Tintin, un jeune ouvrier anglais, se fait virer de son taf après avoir baffé son patron. Son oncle, « le capitaine » lui trouve une place sur un chantier. Les deux enragent de construire, pour un maigre salaire, des apparts de luxe qu'ils ne pourront jamais se payer... enfin, à moins d'une bonne révolution ! Sur le chantier, un ouvrier meurt en tombant d'un échaffaudage. S'en est trop, c'est la grève. Alan, le délégué syndical cherche à calmer le jeu, mais les ouvriers le dégagent, ce vendu ! Il se rend alors chez le patron...

Depuis SEUM #2, nous publions en feuilleton la BD "Vive la révolution !" en anglais Breaking free. Ce pastiche de Tintin est une œuvre d'agitation révolutionnaire, publiée pour la première fois en 1988. Les épisodes précédents sont aussi dispo sur l'instagram du SEUM



Il est vital de clarifier la situation tant que nous sommes encore crédibles.



Et bien je vais voir quelles concessions je peux obtenir de Georges ce soir.



J'espère que vous réussirez Alan, pour nous tous, j'espère que vous réussirez.



Le soir même...

C'est très bien, merci.



Où en étais-je ? Ah, oui - je sais que les choses ne vont pas très bien en ce moment, et que cette grève pourrait vous coûter très cher...



Je sais déjà tout cela !



Mais pour être franc, celle-ci ne pourra pas se régler par l'un de nos arrangements habituels.



Je sais Alan, et cette fois je vais m'occuper des gêneurs.

Umm. C'est une bonne idée, mais il faudrait que nous...



NON !



On est plus dans les années 70, Alan, il faut s'adapter et maintenant je vais écraser ces grévistes !

Il y a déjà des gens qui font la queue pour bosser, et je tiens à vous dire...

...que je ne vais plus embaucher de membres de votre putain de syndicat !

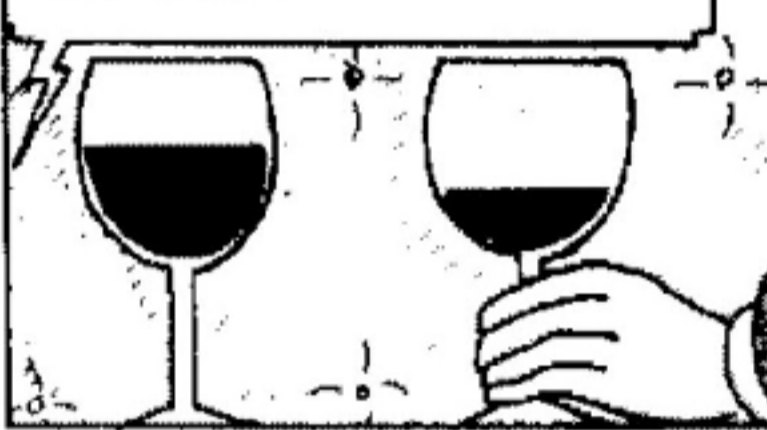


J'en ai marre de vous arroser Alan, surtout quand vous n'arrivez pas à contrôler vos hommes.

Mais Georges, voyons...

La police m'a déjà promis son entière collaboration pour assurer un travail normal.

Alors vous êtes absolument déterminés à briser cette grève ?



Oui ! Et à baisser les salaires. Ça fait des années que ça leur pend au nez.

Vous connaissez mes positions en tant que représentant syndical, il m'est impossible d'être d'accord avec vos propositions.

Mais je suis prêt à essayer de trouver un terrain d'entente avec vous, Georges.



Mais vous ne comprenez donc pas ? Je ne suis plus intéressé ! Le moment est venu de relever la tête et de mater ces maudits agitateurs !



D'accord. Je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour en finir pacifiquement avec cette grève et faire reprendre le travail à nos membres...



... mais en même temps, j'aimerais vous rappeler...



... que notre bureau national possède une liste complète de tous nos membres qualifiés mais toujours sans emploi...



Hmm... Oui, effectivement, cela pourrait nous être utile... Que diriez-vous d'un brandy Alan ?



Ce ne sera pas de refus Georges !



Pendant ce temps, dans un autre endroit de la ville.

Salut Mary, ça va ?



Pas mal et toi ?



Plutôt bien. Mais c'est quoi cette histoire de grève ?



SEUM INTERNATIONAL

PALESTINE/GAZA

Le 7 octobre 2023, des combattants du Hamas ont déclenché une attaque inédite. Ils se sont introduits sur le territoire israélien à travers des brèches dans le mur qui entoure Gaza et ont massacré et kidnappé tous ceux qui leur sont tombés sous la main, sans distinction.

La réponse d'Israël ne tarde pas à venir. Tsahal décide immédiatement de bombarder tout aussi indistinctement la population Gazaoui sans n'être jamais rassasié de sa vengeance. Sa cruauté semble ne pas avoir de limite et trois mois plus tard, l'armée bombardent toujours, ne laissant que des ruines, tout en menant une guerre médiatique sans scrupule destinée à faire croire à la légitimité de la lutte contre le terrorisme.

Suite à ces exactions, on est tous sommés de prendre position pour l'un ou l'autre des camps « nationaux ». La dénonciation de l'essence « terroriste » du Hamas sert à relativiser les « crimes de guerre de Tsahal », et vice-versa.

L'État français met dans un premier temps les bouchées doubles pour ne s'indigner que de l'horreur de l'attaque initiale – certainement par peur d'une révolte des « classes dangereuses ». Un « soutien inconditionnel au Hamas » lui est opposé par une partie de l'extrême gauche.

Les camps étant ethnicisés, les palestiniens, arabes et musulmans d'un côté et les israéliens juifs de l'autre, on assiste à de nombreuses dérives et assignations identitaires, racistes et antisémites.

Nous ne voulons pas ici prendre une position d'allégeance à un camp, mais bien souligner quelques éléments de contexte dont l'objectif est de se dépêtrer de l'idéologie. Comme dans toutes les guerres, il s'agit pour des entités politiques d'avancer sur un échiquier... et il y a assez peu de continuité entre ceux qui jouent leurs cartes et ceux qui paient le prix fort de leur vie, leurs lieux de vie etc.

L'échiquier ici c'est l'Etat Israélien.

Il est le seul réel État en présence dans un espace capitaliste qu'il domine (monnaie israélienne, contrôle des frontières et des exportations) dans une situation coloniale.

En effet, l'économie israélienne s'est construite sur l'exploitation du prolétariat palestinien (main d'œuvre bon marché qui occupe les tâches les plus subalternes) mais également l'appropriation foncière en Cisjordanie.

À l'instar des fronts pionniers, des territoires stratégiques (terres fertiles, points d'eau...) sont grignotés par des colons israéliens dans les zones B et C qui restent sous administration Israélienne ou mixte.

Dans les zones A, qui correspondent à des villes où la première intifada avait montré les difficultés de sécurisation, la gestion est reléguée à l'Autorité Palestinienne.

Cette situation est maintenue par une économie de guerre & de maintien de l'ordre. On parle d'un véritable laboratoire mondial de la répression, soutenue

par les États-Unis et que tous les gouvernements occidentaux regardent de près.

Un discours raciste, déshumanisant, génocidaire, utilisant un fond religieux, sert cette répression. Il vient solidariser les prolétaires israéliens avec leur État et leur bourgeoisie, tout en leur donnant comme débouché économique de participer à la colonisation.

Le Hamas, un sous-traitant de l'État Israélien.

L'histoire de la bande de Gaza et du Hamas a ses spécificités puisqu'elle est héritière d'une guerre fratricide au sein de l'Autorité Palestinienne (AP), qui a été chargée depuis les accords d'Oslo de sous-traiter la gestion de certains territoires. Alors qu'Israël avait favorisé la montée de l'Islamisme sur les territoires palestiniens, vu comme un moyen de contrer l'OLP (organisation de libération de la Palestine) et la menace « de gauche », le Hamas avait perdu cette faveur suite à la première intifada (1987-1993) et a été considéré comme organisation terroriste.

Les accords d'Oslo (1993) entérinaient cette assurance d'avoir un Fatah docile.

Quand le Hamas a gagné les élections de l'AP en 2006, la laisse a été tirée et les financements extérieurs dont dépend l'AP ont cessé d'affluer : impossible de laisser la direction de l'AP au Hamas. Le Hamas avait des bases sociales très différentes en Cisjordanie et à Gaza. En Cisjordanie, comme parti de l'ordre soutenue par une bourgeoisie commerçante. À Gaza, avec des mots d'ordre de résistance visant les camps de réfugiés dans une logique de clientélisme militaire.

Bref, au final la bande de Gaza avait été bien impactée économiquement par la seconde intifada (2000-2005) et les colons avaient déjà désertés la zone et c'est le territoire qui a été laissé au Hamas suite à cette embrouille autour des élections alors que le Fatah entérinait son virage néolibéral en Cisjordanie. Le Hamas depuis, joue son rôle de sous-traitant de l'État Israélien tout en développant une sorte de parti-milice qui peut autant réprimer des contestations sur la bande de Gaza que s'opposer à Tsahal.

La bande de Gaza est devenu un véritable « territoire-prison » sans réelle bourgeoisie traditionnelle ni capitaux propres. Les capitaux y sont principalement issus de rentes (aides extérieures des soutiens du Hamas – Iran ou Qatar ou liées à l'exploitation de tunnel de contrebandes construits pour pallier le bouclage Israélien et Egyptien de la bande de Gaza dès 2005). Ce qui s'apparente à une bourgeoisie à Gaza est issue d'un statut d'intermédiaire dans la situation coloniale. Cela correspond à l'appareil politico-militaire du Hamas en formation clanique. Gaza peut être considérée comme une réserve de prolétaires, où il manque de tout et où les mieux lotis traversent les checks points munis de « bons de travail » et vont travailler en Israël dans l'agriculture notamment.

La guerre, une réponse à la crise

Une chose est certaine cette attaque du 7 octobre, répond à des calculs politiques et géopolitiques qui nous sont en parti inconnus. Fomentée à priori par la branche armée du Hamas, elle visait po-

tentiellement à griffer, au bénéfice de l'Iran, la solution américaine d'un accord israélo-saoudien, à restreindre les velléités conquérantes des colons en Cisjordanie, à profiter d'une faiblesse de Tsahal occupée à faire taire des contestations internes, à conquérir des petits marchés de la représentation palestinienne au détriment de l'OLP. Certainement un peu tout ça...

Toujours est-il que même la branche costard-cravate du Hamas laisse faire, dans le but d'être reconnu et de se montrer incontournable dans un rapport de force régional et qu'en définitive le Hamas tire son épingle du jeu même si certainement son appareil militaire va ressortir affaibli. Son aura sera tout de même revalorisée au moins à court terme, en particulier chez ceux qui cherchent à lutter, par exemple

dans les camps de réfugiés de la diaspora.

La guerre du côté de l'État israélien a aussi certains intérêts puisqu'elle permet de relancer leur économie, de redonner un dernier souffle à l'extrême droite en perte de vitesse voire de les laisser faire le sale boulot de conquête...

Enfin, rappelons aussi que cette guerre n'est pas la seule du moment. Dans un contexte de fin de cycle économique, le globe se scinde en blocs qui s'arment et se combattent.

Et en France ?

Partout, des manifestations spontanées de soutien au « peuple Palestinien » ont éclos. Il est rassurant de constater que face aux massacres en cours et incessants à Gaza, on se lève pour exprimer sa soli-



Publication instagram d'une agence immobilière israélienne, Harey Zahav, avec le slogan « une maison sur la plage n'est pas un rêve! ». Il s'agit, selon cette agence, d'une «blague».

darité en acte. En France, le schéma des manifestations a été classique : elles ont été dans un premier temps spontanées et sévèrement réprimées. Puis elles ont été récupérées par les habituelles orgas, syndicats et autres spécialistes de l'encadrement du prolétariat. Elles sont aujourd'hui « calmes et déclarées » et décroissent petit à petit.

Si nous nous sommes attachés à montrer que les « palestiniens » (comme « les français »...) ne sont pas une entité unifiée et encore moins représentée par le Hamas, c'est que la grille de lecture ethnique ou civilisationnelle est une impasse. Ce qu'il se passe en Palestine/Israël n'est pas un conflit de civilisation. Il n'y a qu'une civilisation à l'œuvre, celle du capital et des États. Elle produit ce genre de catastrophe régulièrement.

Si, avec l'effroi de se sentir impuissants,

nous nous identifions avec les palestiniens sous les bombes et les balles, c'est que cet évènement horrifique est un message pour nous tous : les États se foutent de nous, nous sommes des foutus statistiques de leurs guerres.

Jusqu'à quand ?

Quelques textes intéressants :

* « GAZA : une horrible fenêtre sur la crise du capitalisme mondial ».

==> dndf.org

* Gaza : "une militarisation extrême de la guerre de classe en Israël-Palestine"

==> leserpentdemer.wordpress.com

* « Derrière l'intifada du XXIe siècle »

==> archivesautonomies.org

Travailleurs gazaouis: de l'exploitation à la traque

Le 10 octobre en même temps que se met en place le blocus et la destruction systématique des infrastructures de la bande de Gaza avec son tombeau de morts, blessés et déplacés, les 18 500 permis de travail accordés à des travailleurs gazaouis sont révoqués.

Cette revocation intervient sans les préavis ni les notifications qui passent habituellement par une application appelée al-Monasseq (le coordinateur en arabe, qui informe les travailleurs palestiniens sur le statut de leur permis de travail en Israël).

Immédiatement les forces de sécurité israéliennes mettent en place une rafle quasi généralisée des travailleurs gazaouis présents en Israël le 10 octobre.

Ils sont entre quatre et cinq mille à être en poste en Israël en ce moment. Ils sont être arrêtés dans leur logement, en se rendant au travail et même traqués en Cisjordanie où ils sont nombreux à s'être réfugiés après le 7 octobre, sentant que leur situation est désormais très précaire.

Leurs témoignages sont édifiants. Ils vont être regroupés pendant presque un mois jusqu'au 3 novembre dans des centres de détentions organisés à la va-



vite ou répartis dans les prisons israéliennes déjà surpeuplées.

Détenus dans des conditions affreuses de violences, d'humiliations, de privations d'eau et de nourriture, ils sont sans contact avec l'extérieur, leurs proches ou des avocats.

Ils sont interrogés et souvent torturés pour recueillir des informations qu'ils ne possèdent évidemment pas sur leur rôle dans les attaques du Hamas ou sur les positions militaires et les tunnels dans la bande de Gaza.

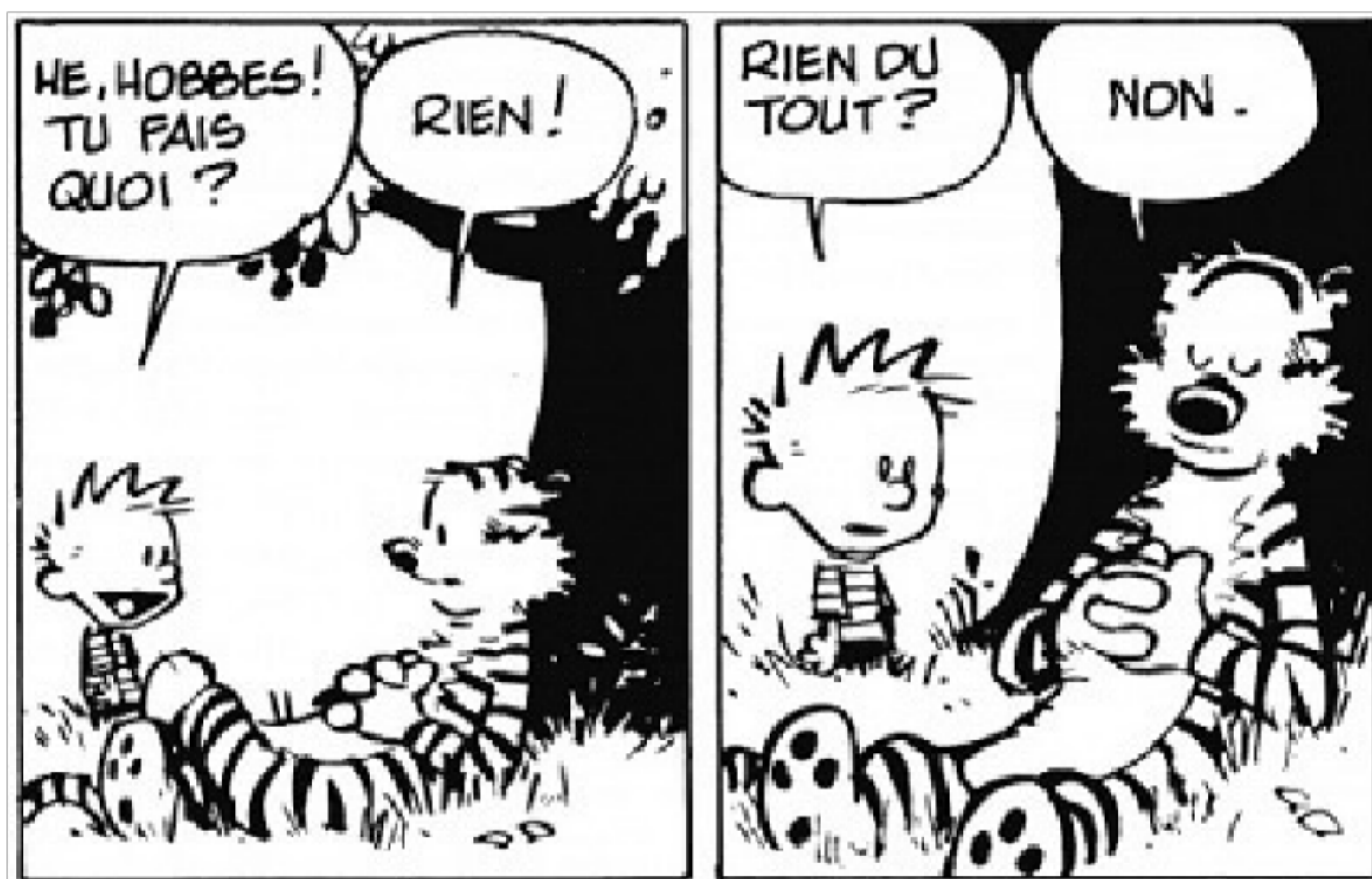
Il est évident que le but des forces de sécurité est moins l'obtention de renseignements que l'exercice d'une forme de vengeance.

Il s'agit aussi de rappeler que même en travaillant en Israël, ils ne sont que des Palestiniens dont la vie ne vaut pas grand-chose. Certains semblent être décédés en détentions suite à ces mauvais traitements.

Ils sont finalement libérés le 3 novembre, relâchés à quelques kilomètres de la bande de Gaza et forcés à courir vers la frontière sous la menace des armes pour rejoindre, une zone constamment bombardée sans savoir qui qu'ils allaient y retrouver.

France Travail...

Après la dernière mouture de l'assurance chômage* , la classe qui nous gouverne nous concocte une énième réforme de l'emploi et du RSA. Parce que les entreprises ont du mal à recruter dans certains secteurs, parce que l'État file 500 balles par mois «gratos» aux personnes au RSA. Parce qu'on galère pas encore assez aussi ?



Comme si c'était pas déjà un travail à plein temps de survivre avec 500 euros par mois, vu le prix des loyers, de l'alimentaire et du reste de la vie chère!

La réforme mise en place progressivement à partir de janvier 2024 impose de travailler 15 heures minimum par semaine quand on est au RSA (avec quelques exceptions qu'il faudra aller quémander pour des raisons de santé, de handicap ou de situation familiale difficile).

Il ne s'agit pas seulement de justifier qu'on est bien à la recherche d'un boulot, mais aussi de faire des formations ou des stages "d'immersion en entreprise" (ce qui s'appelle tout simplement du travail gratuit). La réforme impose aussi une inscription systématique à Pôle Emploi rebaptisé «

France Travail » (on n'est pas si loin de Travail, Famille, Patrie). Le manque de clarté des textes de loi laisse penser que les réformes pourraient par extension toucher tous les chômeurs (indemnisés ou non), et également certains bénéficiaires de l'AAH (allocation adulte handicapé).

En janvier 2024 est né un nouveau système de carotte et de bâton pour nous faire avancer dans leur direction : la « suspension-remobilisation »**. Ne pas remplir les termes du « contrat d'engagement » qui sera rendu obligatoire d'ici à janvier 2025, ce sera se faire suspendre ses allocs. Mais, si on est bien docile, on pourra les récupérer en montrant patte blanche et en allant bosser gratuitement. D'autant que

tout a été pensé : les communes de plus de 10000 habitants devront proposer un système de garde d'enfants en bas-âge pour permettre à leurs parents d'aller travailler. Une maigre carotte, un gros bâton et plus aucune excuse pour échapper au turbin.

Cette loi qui touche donc principalement au RSA ne s'appelle pas "loi plein emploi" pour rien. Il s'agit de nous forcer – plutôt que d'aller bosser gratuitement – à accepter un travail, certes payé, mais quel qu'il soit et peu importe ses conditions (temps partiels lointain et mal payés, horaires décalés). Notamment dans les secteurs dits "en tension", comme la restauration ou les travaux saisonniers, où le rapport de force patrons / exploités tendait à s'inverser.

Il s'agit donc bien là d'arranger les patrons, qui auraient pu être obligés d'améliorer les conditions de travail pour attirer les candidats et pourvoir à ces postes, et qui verront même certaines de leurs cotisations diminuer. Somme toute, rien de bien neuf. L'État assume, avec brio d'ailleurs, son rôle essentiel dans le fonctionnement de la machine : la reproduction du capital. Les salaires coûtent toujours moins cher, le capitaliste peut continuer à s'engraisser toujours plus. D'autant plus que si la main d'œuvre bon marché vient toujours à manquer, il existe dorénavant celle qui est gratuite à exploiter.

L'État vient également resserrer la vis du contrôle : France Travail, c'est la mise en réseau de « l'État, Pôle Emploi, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux ». Autant dire qu'il sera dorénavant

encore plus difficile d'échapper à leur immense œil de Sauron qui étend sa surveillance et son contrôle toujours plus loin. On a jusque là pas vu passer d'étincelle de lutte en rapport avec cette énième dégradation de nos conditions d'existence. Mais cette recette à base d'exploitation et de répression pourrait être celle d'un cocktail, de ceux qui ne s'avalent pas.

*Plusieurs milliards d'économie ont déjà été faits lors de la précédente réforme chômage (qui concerne la prise en compte des périodes non travaillées dans le calcul des



indemnités) sur le dos des prolos alternant chômage et salariat et qui ont vu leurs indemnités baisser de 16 % en moyenne.

**Les querelles parlementaires nous importent assez peu mais on notera ici qu'à ce jour, la gauche veut retoquer tout ça au conseil constitutionnel et que des changements pourraient arriver.

AUX JO L'EXPLOITATION EST TOUJOURS MÉDAILLE D'OR

Les grandes fêtes culturelles ou sportives servent au maintien du pouvoir des classes dirigeantes depuis des millénaires. Depuis « *du pain et des jeux* » ces grandes messes ont évolué, mais pas leurs bases matérielles.



L'analyse a déjà été faite mainte fois : ce spectacle a une utilité pour les dominants. Ne serait-ce que par le renforcement de l'idéologie nationaliste et par la diffusion de ce leurre que le capitalisme est avant tout une société de loisir.

De même, il est bien connu qu'un événement comme les JO ou une coupe du monde est un enjeu économique tant pour les États eux-mêmes que pour les entreprises mobilisées (construction, tourisme, médias, produits dérivés, billetterie etc).

La récente coupe du monde au Brésil est également venu rappeler que ce genre d'événement est allègrement utilisé par les États pour accentuer la guerre sociale quotidienne qu'ils mènent contre les classes dites dangereuses.

Les habitants des différentes favelas

du pays ont pu le vérifier : incursions militaires dans les quartiers, assassinats, enlèvements, bref répression contre tout ce qui viendrait gâcher un Brésil de carte postale que voulaient montrer au monde les capitalistes locaux.

Malheureusement pour les capitalistes et leur utopie, il arrive que ce mirage se heurte à cette réalité : sans nous, les exploités, aucun de leurs rouages ne tournent. C'est ce que sont venus rappeler les centaines de sans papiers qui se sont mis en grève cet automne et ont lutté collectivement sur divers chantiers des JO en Ile de France.

Cette grève est exemplaire à plus d'un titre et vient rappeler à tout le prolétariat d'ici et d'ailleurs que notre force collec-

tive est immense. Déjà, dans la pratique, les sans-papiers ont cherché immédiatement l'extension du conflit. Ils n'ont pas cherché à limiter la lutte à l'intérieur d'une entreprise, comme le propose trop souvent la stratégie syndicale.

Ils ont attaqués simultanément plusieurs secteurs et entreprises qui font leur beurre par leur exploitation (BTP mais aussi livraison, logistique et boîtes d'intérim) avec lucidité : « *Nous sommes éclatés, employés par des boîtes d'intérim, des sous-traitants, des filiales, autant de têtes de l'Hydre qui permettent aux patrons de nous exploiter* », peut-on lire sur le communiqué des collectifs en lutte. Et ils rappellent que la grève est plus efficace lorsqu'elle est jointe à d'autres pratiques de lutte de notre classe.

Ainsi les piquets se transformaient souvent en blocage économique et en envahissement des entreprises concernées, comme la centaine de travailleurs sans-papiers qui ont occupé le chantier de la future salle polyvalente Aréna, située porte de la Chapelle, le mardi 17 octobre 2023 ou l'occupation, à Paris, d'une agence d'intérim de la société PFI.

Les sans-papiers en lutte sont également venus rappeler que, contrairement aux apparences, plus l'enjeu économique et politique est important pour la classe capitaliste (cf leur banderole « les immigrés arrêtent le grand Paris »), plus le rapport de force en notre faveur est conséquent. C'est notamment pour cela qu'ils ont obtenu assez rapidement des

avancées, comme des documents administratifs importants (CERFA de preuve de leur travail) en vue de leur régularisation potentielle.

C'est un conseil stratégique qu'ils ont envoyé à toutes et tous : n'ayons pas peur d'attaquer des cibles trop grosses et encore moins de briser l'unité nationale voulue par les gouvernements.

Plus l'enjeu économique est important, plus notre lutte les contraint à accéder car elle vient leur rappeler que nous sommes la source de toutes leurs richesses.

Partout aidons et soutenons activement les sans-papiers pour l'extension de la lutte.

Le réflexe d'une solidarité de classe qui se diffuse à l'échelle de la société contre les divisions qui nous pourrissent la vie (nationalités, statuts) est une des peurs les plus évidentes de ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique.

Force à tous ceux qui gâchent la fête. Créons des jeux olympiques de la grève contre la mise en concurrence des prolétaires à laquelle nous contraint le capitalisme...

Jusqu'à la révolution, la seule fraternisation internationale réelle!

SEUM INTERNATIONAL - BANGLADESH

Le mois de novembre au Bangladesh a été marqué par plusieurs semaines de révoltes des ouvrières et ouvriers de l'industrie textile. Ce secteur représente 85 % des exportations du pays et est donc un enjeu économique plus que central pour la bourgeoisie locale.



Déclenchée le 30 octobre 2023, la grève nationale a éclaté avec la revendication d'un triplement des salaires fixés à environ 8300 takas, soit 70 euros. Les ouvriers en réclamaient 23 000 (194 euros).

L'intensité de leur lutte et la détermination dont ils ont fait preuve nous frappent : usines brûlées ou saccagées par des dizaines de milliers d'ouvriers, affrontements massifs avec la police malgré la violence de la répression, rejet de la proposition faite par le gouvernement et les industriels d'une hausse du salaire minimum de 56 %...

Mais, malgré cette détermination, les grévistes sont restés relativement isolés, puisque le mouvement ne s'est pas propagé aux campagnes (qui représentent

60 % de la population). La répression a fait 4 morts et des milliers de poursuites judiciaires. Les syndicats ont appelé à la fin de la grève le 15 novembre, acceptant sans le dire l'augmentation de salaire déjà accordée par le gouvernement depuis une semaine malgré le refus des ouvriers en lutte. L'épuisement financier lié aux pertes de salaire ont fini par avoir raison du mouvement et les ouvriers ont repris peu à peu le travail entre le 11 et le 17 novembre 2023.

Nul doute que de nouvelles luttes surgiront. Ces 56 % d'augmentation ne sont que des miettes dans un pays où l'inflation explose et où les prolétaires n'en sont pas à leur première révolte. Les travailleurs de l'industrie textile sont habitués aux luttes dures et explosives depuis des années, que ce soit sur la question des conditions de travail et de sécurité ou des salaires. Rien que ces dernières années, des mouvements d'ampleur ont eu lieu en 2018 sur les salaires, en 2013 suite aux massacres de plus de 1000 travailleurs dans l'effondrement de leur usine à Dacca ou en 2006 suite à de nombreux incidents de sécurité mortels dans des usines souvent insalubres. Les capitalistes qui tirent leurs profits des salaires de misère et des conditions de travail et de sécurité criminelles sont bien sûr les propriétaires d'usine Bangladais mais aussi et surtout les entreprises

de prêt-à-porter occidentales qui leur sous-traite leur production.

Dans ce pays où la main d'oeuvre est une des moins chère, si ce n'est la moins chère du monde, les H&M, Zara, Gap, et Levi's viennent booster leur taux de profit en payant des ouvriers qui travaillent souvent plus de dix heures par jour pour un salaire mensuel qui n'est même pas équivalent au prix d'une veste en Europe !

Ce constat n'est pas une surprise mais un rappel. Les prochaines luttes qui ne manqueront pas d'éclater devront, pour aller plus loin, rompre leur isolement... Force et salut aux prolétaires en lutte au bangladesh et ailleurs ! Vengeance pour tous les tués, blessés et condamnés !

Pour aller plus loin :

Sur le contexte historique du Bangladesh et sur la révolte de 2006, nous conseillons la lecture de « Bangladesh une révolte ouvrière », publiée en 2006 par Echanges et Mouvement (disponible sur infokiosques.net).



LA POURSUITE

Wouéééééééééé



ON LES TIENT!



ATTENTION! LA DEVANT...



FREINE!



ARRRGH!



ABONNEMENT

VOUS VOULEZ DIFF' LE SEUM ?
SI VOUS VOULEZ QU'ON VOUS ENVOIE DES PAQUETS, CONTACTEZ NOUS PAR MAIL. DITES AUSSI SI VOUS VOULEZ RECEVOIR VOTRE SEUM PAR VOIE ÉLECTRONIQUE!

SEUM@RISEUP.NET

OH LALA! ON AVAIT OUBLIÉ DE LES PRÉVENIR QUE LA BD POURSUITE AVAIT ÉTÉ RÉDUITE POUR FAIRE DE LA PLACE !

ON A RECUP' CETTE BD DANS UN VIEUX CANARD QUI S'APPELAIT ANTIROUILLE !

PAILLER76